

# Le MRP vous parle!

Nouvelle série N° 12

Mai 1984

ISSN 0753 - 8707

BULLETIN DE LIAISON DE L'AMICALE DU M.R.P. — 21, rue Saint-Augustin PARIS 2e — Téléphone : 296-02-20

Prix : 5 F.

## UNE ETAPE IMPORTANTE

Jacques MALLET  
Secrétaire National  
du C.D.S.

pour les affaires européennes.

*Pour les hommes de notre esprit, l'Europe est une foi, un engagement, un combat de trente ans. Trente-quatre exactement : c'est le 9 Mai 1950 que Robert Schuman a pris l'initiative historique qui est à l'origine de la réconciliation franco-allemande et de la communauté européenne.*

*Depuis trente-quatre ans, que de chemin parcouru ! La paix a été assurée sur notre continent. L'Europe est devenue une réalité économique, indispensable au développement de nos pays. Première puissance commerciale du monde, premier partenaire du Tiers-Monde, elle a déjà une grande capacité d'in-*

*fluence lorsqu'elle parle d'une seule voix.*

*Mais aujourd'hui l'Europe est en danger. Face aux défis de la crise, aux risques du déclin, à la montée des périls — menace soviétique, pacifisme à sens unique, neutralisme — elle doit renforcer rapidement son unité politique et économique. La communauté européenne, solidaire et structurée, doit devenir une « communauté de destin ». C'est là un impératif de survie pour les nations européennes.*

*Que cette nécessité soit aujourd'hui reconnue par le RPR est un fait positif, un acquis important. Certes, des différences de sensibilité subsistent. Mais, à partir de la même conception d'une société d'hommes libres et responsables, de réelles convergences sont apparues entre tous les partis de l'opposition démocratique — notamment sur le problème capital de la défense. C'est ce qui a permis la constitution d'une liste commune pour les élections européennes, souhaitée par la majorité de nos électeurs. Simone Veil, qui la conduit, partage les convictions européennes du CDS.*

*En trois ans, les incohérences du pouvoir socialo-communiste ont*

*gravement dégradé notre économie et affaibli notre pays. On ne peut « faire l'Europe » avec une France qui se défait. La relance de l'Europe et le redressement de la France forment un seul et même combat. L'Europe des libertés que nous voulons, authentiquement démocratique et pluraliste, a besoin d'une France prospère, forte et respectée.*

*Le temps des regrets est révolu. L'heure du choix approche. Le 17 Juin, l'élection du Parlement européen constituera une étape importante pour l'avenir de la France et de l'Europe.*

### SOMMAIRE

- Page 1 : Une étape importante.
- Page 2 : Assemblée Générale.
- Page 3 : Hommage à Charles Julien, Gilbert Perroy.
- Page 4 : Europe ou la mort.
- Page 5 : Appel aux Européens.
- Page 6 : Réponses au questionnaire du Mouvement Européen, Manifeste
- Page 7 : Mars à Bruxelles
- Pages 8 : Indochine 9 et 10
- Page 11 : Notes de lecture
- Page 12 : Liste d'union pour l'Europe et la défense de la Liberté

### LA DEFENSE DE L'ECOLE PUBLIQUE

Si l'école publique était menacée, les responsables de l'opposition seraient au premier rang des manifestations pour sa défense.

Qui est menacé depuis 1981 ?

Pas l'école publique, mais les 16% d'élèves de l'école privée, ainsi que leurs parents.

Ce qui est menacé par les partisans d'un monopole étatique c'est le pluralisme scolaire, c'est-à-dire à la fois une liberté et une chance d'avenir.

Jean LECANUET

# ASSEMBLEE GENERALE

DU 27 MARS 1984

Après la messe traditionnelle, célébrée dans la crypte de l'église St Sulpice, par Monsieur de LARMINAT, à la mémoire de nos amis décédés pendant l'année, l'assemblée générale annuelle de l'amicale s'est tenue dans la salle Médicis du Sénat, sous la présidence de Jean LETOURNEAU.

Celui ci a rappelé à son tour que l'année écoulée a vu disparaître de nombreux amis, dont plusieurs de ceux qui participèrent à la création du M.R.P. à la fin de 1944.

1984 sera donc le quarantième anniversaire de cette fondation.

Puisque les élections municipales de l'an dernier ont permis à beaucoup des nôtres de devenir maires ou conseillers municipaux, peut-être pourraient-ils mettre à profit l'occasion qui leur est offerte pour faire attribuer dans leurs communes des noms de rues à de grands fondateurs du M.R.P., aujourd'hui disparus. Il y a déjà des rues, places, boulevards ou avenues Marc SANGNIER, Georges BIDAULT et Robert SCHUMAN. Je pense, dit-il, que Robert BURON, André COLIN et d'autres pourraient aussi être honorés.

Jean COVILLE présente ensuite les excuses de certains de nos amis, qui ont été dans l'impossibilité d'être présents à cette assemblée et ont adressé des messages très cordiaux. La liste en sera publiée dans le bulletin. Les nombreux présents à cette réunion manifestent aussi l'intérêt qu'ils portent à notre association. Il nous a été signalé, dit Jean COVILLE, que tous n'avaient pu entrer dans la salle, car les consignes de sécurité sont très strictes au Sénat et quand la salle est pleine, l'entrée est refusée. Nous exprimons nos regrets à ces camarades et serons peut-être amenés à rechercher une salle plus vaste pour notre prochaine assemblée. Le nombre des adhérents s'accroît d'ailleurs régulièrement et atteint maintenant 750, auxquels il faut ajouter un certain nombre de destinataires du bulletin, qui se sont abonnés à celui-ci, sans adhérer à l'association.

Mais pour que cette bonne situation se maintienne, il faut évidemment que les cotisations soient régulièrement renouvelées : actuellement un tiers des 750 adhérents ont renouvelé leur cotisation pour 1984. Il faut souhaiter que les autres fassent de même dès que possible.

C'est d'autant plus nécessaire que l'immeuble où se trouve le siège de l'amicale, 21 rue St-Augustin, a besoin d'importants travaux.

Jean COVILLE rappelle les conditions dans lesquelles ce local a été acquis

il ya 27 ans par l'ancienne fédération de la Seine du M.R.P. C'est un immeuble solide, mais ancien, de plus de 150 ans d'âge : des réparations sont nécessaires, auxquelles il a fallu souscrire au cours d'une récente assemblée générale des co-proprétaires de l'immeuble : notre part sera supérieure à 30.000 francs.

Jean COVILLE rend compte ensuite de l'activité du Bureau. Il rappelle que l'an dernier des cartes ont été adressées aux adhérents. Malheureusement la médiocrité du service postal actuel n'a pas permis à tous de les recevoir. Il demande donc à ceux qui seraient dans ce cas de le signaler : de nouvelles cartes leur seront adressées.

Enfin Jean COVILLE rappelle les principes qui président à la confection du bulletin : « parler du passé, mais sans nostalgie et juger le présent en fonction de nos principes ». Le courrier que nous recevons est encourageant. Peut-être l'échange de vues qui va suivre précisera-t-il cette opinion.

Le bulletin est assez coûteux, mais nous avons obtenu, moyennant certaines conditions, le bénéfice de l'inscription à la commission paritaire de presse, qui réduit sensiblement le prix de l'expédition du journal.

Henriette BOSSELUT présente ensuite le rapport financier, qui fait ressortir un solde créditeur de 100.238 francs. La situation est donc bonne et le restera si les cotisations rentrent.

Jean LETOURNEAU remercie Jean COVILLE et Henriette BOSSELUT pour leur activité efficace et compétente au service de l'amicale et donne la parole aux intervenants dans la salle.

Au sujet du bulletin, une seule opinion est exprimée, à savoir « qu'il est excellent » et cette opinion a semblé approuvée par l'ensemble de l'assistance.

Dans sa lettre d'excuses, Robert BICHET avait proposé qu'un numéro spécial du « M.R.P. vous parle » soit consacré à publier les noms et adresses des adhérents actuels, afin de créer un lien entre eux et peut-être de permettre de constituer des groupes ou comités régionaux comme il en existe déjà un à Lyon. Une discussion s'engage sur ce point. Finalement Robert PRIGENT suggère d'établir une sorte d'annuaire des adhérents de l'amicale, qui pourrait leur être adressé sous forme de « supplément au M.R.P. vous parle ». La proposition est adoptée.

Quelques intervenants demandent ensuite que notre doctrine et notre action

soient exposées par les radios libres.

Un jeune adhérent souhaiterait que les jeunes soient mieux informés sur le M.R.P. et sur l'amicale qui lui a succédé.

En clôturant la réunion, Jean LETOURNEAU rappelle que le M.R.P. fut une grande concentration d'amis. Par la suite il a pu arriver que certains de ses membres suivent des voies différentes, mais l'amitié est demeurée et notre rassemblement annuel est une occasion de resserrer nos liens.

La réunion s'est poursuivie dans les salons de la présidence du Sénat, où le Président Alain POHER a offert une chaleureuse réception aux participants. Ce fut, comme toujours, un plein succès.

## EXCUSES

Mlle H. ALIMEN  
Anne-Marie et Pierre BARETS  
Robert BICHET  
Etienne BORNE  
Jacques BOUR  
Etienne BUFFETAUD  
Gabriel CERTAIN  
Gaston CHARNAY  
Jules CATOIRE  
Claude CHAIGNE  
Pierre CHOMETTE  
Bertrand CHAUTARD  
Paul COUSTON  
Marcel COUVREUR  
Pierre-Bernard COUSTE  
Alfred COSTE-FLORET  
Jean DAUDIGNON  
André DILIGENT  
Alain FAU  
Jacques FLAUD  
Hélène FONTANET  
FRANCOIS  
Mme Pierre GABELLE  
André GRUYER  
Jean HUBERT  
Maurice HURE  
Fernand JARRIE  
Jean LARONDE  
Pierre LAROCHE  
Léon LAPRA  
Marie LAUSANNE  
Jean LECANUET  
René LEMAIGRE  
André LEROY  
René LIGER  
Mme Roger MENU  
Louis MISERY  
Pierre MORAND-MONTEIL  
Jean NEVEU

(suite page 7)

# Hommage à Charles Julien

Charles JULIEN, que ses amis ont conduit à sa dernière demeure, fut pour Saint-Maur-des-Fossés une grande figure. Je fis sa connaissance à la Libération. J'étais militant syndicaliste chrétien, sortant de la clandestinité, et mon action syndicale l'intéressait, car Charles JULIEN était un homme de dialogue.

Il fut le fondateur de la section M.R.P. de Saint Maur et d'un journal local «Le Petit Saint Maurien», dont l'influence s'étendit sur les communes environnantes.

En 1953, il fut élu conseiller municipal de Saint Maur et ne quitta la mairie qu'en 1977, après avoir été premier adjoint en 1965. Au plan cantonal, il fut conseiller général de la Seine, puis du Val de Marne et dans cette assemblée il présida la commission des finances.

Au plan social, on lui doit la construction d'une maison de retraite intercommunale de 300 lits et il anima de nombreuses associations, mais celle qui lui tenait le plus à coeur était la Société d'Horticulture, dont il fut le président de 1937 à 1969. Son dynamisme et son entente avec l'ingénieur en chef des jardins de la Ville de Paris furent pour beaucoup dans l'influence de cette association plus que centenaire, puisqu'elle est née en 1880. Elle organisa notamment les florales du Val de Marne et, par ses soins, l'hôtel de Ville de Saint Maur était transformé en un vaste jardin de fleurs, sans nuire aucunement aux services municipaux.

A la suite de notre défaite électorale de 1977, notre ami cessa toute activité. Affecté par le décès de son épouse et diminué par la maladie, il s'est éteint le 3 janvier à l'âge de 84 ans. A ses obsèques de nombreuses personnalités étaient présentes : M. M. Roland Nungesser, député maire de Nogent-sur-Marne et notre allié pendant la campagne électorale de 1977, Cathala, député de Créteil, Gilbert Noël, ancien député de Saint-Maur, etc. . .

Nombreux aussi étaient ses amis.

Au revoir Charles !

Un ami parmi d'autres.

Pierre DELAVERNHE,  
Conseiller municipal 1965-1977,  
Secrétaire Général adjoint de la Société  
d'horticulture.

# Gilbert Perroy 1908-1984

Le 4 février dernier, décédait subitement à son domicile parisien, notre ami Gilbert PERROY.

Ses obsèques ont été célébrées le 7 février en l'Eglise de Warluis (Oise), commune où il avait coutume de passer ses moments de détente et où il repose désormais.

Une Messe réunissant une nombreuse assistance a été dite le 9 février à Paris, en l'Eglise Saint-Dominique, sa Paroisse.

Gilbert PERROY était né le 26 juin 1908, à Paris, dans le XIVème Arrondissement, qu'il n'a jamais quitté ; il était le fils de Pierre PERROY, Conférencier très connu des «Pélerins d'Art» et le frère du grand universitaire Edouard PERROY, Professeur à la Sorbonne.

Après de brillantes Etudes Secondaires et Supérieures (licence ès-Lettres et Diplôme de l'E.S.S.E.C.), il se consacra dès 1930 à l'Édition et au Journalisme et y fit sa carrière professionnelle. En 1953 il devint Secrétaire Général de la Nouvelle Librairie de France.

Résistant dès 1942, il prit en charge la diffusion du Bulletin «Résistance» du Réseau de la Rue de Lille, ce qui lui valut d'être arrêté le 8 octobre 1943 à la suite d'une dénonciation. Libéré le 19 Août 1944, il rejoignit aussitôt le Comité de Libération du 14ème Arrondissement où j'ai eu, en tant que Maire-Adjoint du Comité Clandestin de la Libération, la joie de l'accueillir.

Président fondateur de la Section M.R.P. du 14ème Arrondissement, il fut nommé par le Gouvernement provisoire Maire du 14ème Arrondissement de Paris en 1946, succédant ainsi directement à la Municipalité issue du Comité Clandestin de Libération, qui s'était installé à la Mairie le 19 août 1944.

Il occupa ce poste pendant 31 ans, jusqu'en 1977, année où intervint le nouveau statut de la Ville de Paris, supprimant les Maires d'Arrondissements.

Gilbert PERROY était titulaire de la Médaille de la Résistance et Chevalier dans l'Ordre National de la Légion d'Honneur, insignes qui lui avaient été remis par le regretté Président Francisque Gay, avec lequel il était très lié.

Ses obligations administratives ne le détournèrent pas de ses recherches historiques : c'est ainsi qu'il recréa en 1955 la Société Historique et Archéologique du

14ème Arrondissement, organisant conférences, excursions et voyages ; il lui donna une impulsion considérable réunissant des études inédites avec une abondante illustration documentaire sur le 14ème Arrondissement, dont la très intéressante Revue annuelle (plus de 28 numéros) est extrêmement appréciée et recherchée.

Certes Gilbert PERROY n'est plus, mais il demeure présent par l'important travail qu'il a accompli au cours de sa longue carrière politique et administrative.

A sa veuve, à ses enfants, nous présentons nos condoléances émues et affectueuses.

Hubert PRANGEY

Maire Adjoint Honoraire du 14ème  
arrondissement, ancien Vice-Président  
du Conseil de Paris

---

## A NOS LECTEURS

A ceux qui sont adhérents à l'amicale nous demandons de bien vouloir prendre connaissance du compte-rendu ci-contre de l'assemblée générale du 27 mars et de vérifier s'ils nous ont bien adressé leur cotisation pour 1984. Dans ce cas un accusé de réception a dû leur parvenir, ainsi qu'un timbre autocollant à apposer sur leur carte.

En cas de défaillance postale, nous les prions de nous en informer : nous leur ferons un nouvel envoi.

Quant à ceux qui ont omis de nous faire parvenir le montant de la cotisation annuelle, qui reste fixée à 60 francs (abonnement au bulletin compris), nous les prions de nous l'adresser sans retard.

La bonne situation décrite par notre trésorière à l'assemblée générale ne pourrait se maintenir sans leur concours.

Enfin nous serons heureux, si des destinataires de ce bulletin, qui ne sont pas adhérents, mais qui ont pris intérêt aux idées qui y sont défendues, acceptent de nous apporter leur appui, soit en adhérant à l'association, soit en s'abonnant au bulletin.

Ce sera un encouragement très apprécié.

# Les élections au parlement européen du 17 juin 1984

*L'union européenne a été l'une des options fondamentales auxquelles s'est attaché le M.R.P. pendant son existence.*

*C'est pourquoi les élections au Parlement européen du 17 juin prochain nous semblent d'une importance capitale.*

*Nous publions ci-après un certain nombre de textes se rapportant à ces élections.*

## L'Europe ou la mort

Michel PONIATOWSKI  
ALBIN-MICHEL - 255 pages

«L'avenir n'est écrit nulle part», mais «l'histoire est libre». Nous, Européens, militants convaincus de l'idée d'Europe communautaire, ou passifs habitants de cette presque île avancée de l'Asie, avons tous le pouvoir d'infléchir notre destin.

Quelle Europe voulons-nous ? Les idéalistes des années 1950, dans leur généreux et impatient optimisme, réclamaient les Etats-Unis d'Europe, tout de suite, sourds aux sages avertissements du «père de l'Europe». Robert SCHUMAN nous mettait en garde: «L'Europe se fera par des réalisations concrètes, créant d'abord une solidarité de fait». La Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (CECA), la Communauté Economique Européenne (CEE), l'Euratom, Eurocontrol, la Politique Agricole Commune (PAC), la politique de la pêche, furent ces réalisations dans l'ordre économique. Certes, la collusion des extrêmes avait fait échouer la défense commune (CED). Mais on imaginait malgré tout que serait aisément franchie l'étape menant à l'intégration politique. Las! Effarouchés par le vent du grand large, les mentalement frileux ont eu peur de voir leur patrie engloutie dans une entité abstraite, «un ensemble sans coeur ni âme». C'était déjà bien beau de reconnaître l'excellence du vin allemand et des voitures italiennes. Si en outre il fallait admettre que nos timbres-poste ne soient plus tous à l'effigie de la République française et que nous utilisions des billets de banque qui véhiculent le portrait de Goethe, Dante ou Shakespeare, à côté de ceux de Victor Hugo

ou de Richelieu, c'était la dissolution de notre spécificité nationale. Voyons!

C'est pourquoi nous nous réjouissons, à la lecture du livre de Michel PONIATOWSKI qui «affirme haut et clair qu'il n'y a pas de contradiction entre la patrie et l'Europe».

Cette Europe est le berceau de la civilisation, née de l'harmonieux équilibre athénien, tempéré par l'ordre et la loi de la Rome impériale, bouillonnant de sève et d'ardeur créatrice au Moyen-Age, qui vit le jaillissement des cathédrales et de la libre circulation des idées et des hommes, des pèlerins et des savants. Malgré le coup de frein apporté par la Révolution française, qui a introduit dans le monde l'idée de nation, cet esprit d'universalité se continua au XIXème siècle, qui fut celui de la puissance et de la gloire européennes, dans les domaines de l'économie, de la science, des arts, de la culture. L'auteur rappelle que toutes les inventions scientifiques, toutes les découvertes artistiques de l'époque naquirent en Europe, qui s'étendait alors tout naturellement de l'Atlantique à l'Oural.

Cet héritage, les Européens ont le devoir impérieux de le conserver. C'est pourquoi l'union européenne est indispensable.

Qu'on ne s'y trompe pas: des textes, un traité, des institutions s'imposent. Mais ce n'est pas suffisant. Réjouissons nous que le projet de Traité de Union Européenne, présenté par le député italien SPINELLI, ait été voté par 238 voix sur 434 députés (le PPE unanime, 117

députés, ayant voté pour). Souhaitons surtout que l'esprit du Traité nous rende conscients de la nécessité pour l'Europe de constituer un chœur sans fausses notes, afin de promouvoir une politique commune dans tous les domaines: défense et diplomatie, aide au Tiers-Monde, système économique, monétaire, agricole.

Il faut pour cela une volonté politique. Et vaincre aussi ces pesanteurs que représentent la France socialiste actuelle, mais aussi d'autres pays qui se laissent envahir par un marxisme rampant. Les socialistes allemands louchent vers Moscou, qui leur souffle pacifisme et neutralisme. Les travailleurs anglais rêvent de se retirer de la Communauté. Quant aux conceptions économiques de nos socialistes et communistes gouvernants, avec elles: «On ne fait pas l'Europe, on construit le Mur de Berlin». J'ajouterai qu'elles nous mènent à connaître le sort de Varsovie, de Prague et «l'avenir radieux» des démocraties populaires, ces pays qui furent si libres et si prospères et qui, bien qu'actuellement captifs, aspirent à se nourrir de notre culture et à connaître nos techniques.

Cette attraction est bien la preuve que «l'Europe ça marche». Et grâce à Michel PONIATOWSKI et à quelques autres, «l'Europe, ça marchera» !

Jeanne AMBROSINI

# APPEL AUX EUROPEENS

*L'Europe est en péril.* Les plus graves menaces ne cessent de l'assaillir et la pire des menaces est dans sa démission.

La *Communauté Européenne* elle-même est en péril.

Créée comme instrument de redressement et de développement économique, la Communauté hésite à compléter ses premiers succès et résiste mal à la crise qui la frappe. Les Etats membres la délaissent et reviennent peu à peu, sans oser l'avouer, à leur quant-à-soi suicidaire.

Conçue comme source d'indépendance et d'espérance et comme outil de l'union politique du Continent, la Communauté ne parle dans le monde que d'une voix dépendante. Car les Etats membres s'endorment dans l'illusion de leur souveraineté.

La *crise économique* multiplie ses ravages. Le chômage est plus élevé en Europe que dans les autres continents industrialisés. Les structures industrielles vieillissent. Le retard technologique s'accroît. Les sources d'énergie s'éloignent et renchérissent. Les politiques communes s'effritent au lieu de grandir et de s'équilibrer. Mais le *budget communautaire*, de tout temps minuscule par rapport à ceux des Etats, devient ridicule.

La *crise politique* engendre le doute des citoyens. Les structures démocratiques se compliquent. La foi dans une civilisation commune s'étiolle. L'Espagne et le Portugal, sortis de la dictature, attendent encore à la porte de la Communauté.

Les tensions *commerciales et monétaires* mondiales encerclent la Communauté. Les marchés extérieurs se ferment. Les taux d'intérêt croissent en ordre dispersé. Le dollar règne. La coopération avec le Tiers-Monde s'essouffle. Mais la *monnaie commune européenne* est sans cesse remise aux calendes.

La *paix est menacée.* Les conflits grandissent. Des guerres se déclenchent. Les antagonismes des Grands s'organisent et se règlent à huit-clos. L'Europe glisse vers une forme de protectorat. Et la Communauté demeure muette ou distraitement écoutée faute de mener d'une seule voix sa *propre politique extérieure et de sécurité.*

Quels autres *périls*, quelles autres *menaces*, quelles *catastrophes* les Européens devront-ils donc encore subir avant que leur Communauté se réveille ?

Il est temps que la Communauté européenne soit *gouvernée !*

Il est temps que la Communauté européenne soit *respectée !*

Il est temps que la Communauté européenne soit *élargie* aux pays qui ont demandé leur adhésion !

Il est temps que la Communauté européenne *renouvelle son dessein !*

*C'est pourquoi*

## LE CONGRES DE L'EUROPE POUR L'UNION EUROPEENNE

réuni à Bruxelles, les 22, 23 et 24 mars 1984 à l'invitation du

### MOUVEMENT EUROPEEN

#### FAIT APPEL AUX FEMMES ET AUX HOMMES D'EUROPE

principalement aux citoyens de la Communauté Européenne et des pays qui vont y adhérer, inquiets des menaces qui les étreignent, fervents d'un destin qu'ils doivent désormais solidairement partager et qui n'ont pas renoncé à leur espérance d'*unité*, de *progrès* et de *paix* dans la *liberté* :

*RASSEMBLEZ-VOUS, UNISSEZ VOS FORCES* pour proclamer votre premier droit d'Européens : l'existence d'une Europe réellement unie, politiquement forte, économiquement prospère, culturellement vivante, internationalement respectée, fondée sur le respect des Droits de l'Homme et des droits des peuples.

*LUTTEZ* ensemble pour la suppression définitive des barrières intérieures et des entraves administratives qui coûtent aux citoyens beaucoup plus cher que le budget communautaire tout entier.

*PLAIDEZ* dans vos associations, dans vos organisations professionnelles, vos partis en faveur de politiques d'imagination tournées vers l'avenir.

*VOTEZ* tous aux élections européennes de juin 1984 pour des candidats et des partis, quels qu'ils soient, mais qui ont oeuvré dans ce but et s'engagent résolument dans la voie des transferts nécessaires de souveraineté.

*EXIGEZ* de vos gouvernants d'être gouvernés dans le seul cadre désormais efficace pour les politiques économique, monétaire, extérieure et de sécurité : les Etats unis d'Europe, *l'Union Européenne.*

*N'ACCORDEZ DESORMAIS VOS SUFFRAGES* aux élections législatives dans vos pays respectifs qu'aux partis et aux candidates et candidats qui s'engageront à réaliser une Union Européenne disposant, au dedans, d'une réelle capacité d'action et, au dehors, d'une seule et même voix.

*ENGAGEZ VOS GOUVERNEMENTS* nationaux respectifs à approuver sans atermoiements et sans marchandage le Projet de Traité d'Union Européenne proposé par le Parlement Européen le 14 février 1984.

*PRESSEZ CHACUN DE VOS PARLEMENTS* respectifs de se saisir du projet de Traité d'Union Européenne et d'obtenir de son gouvernement qu'il l'approuve avant qu'il soit trop tard pour le salut de tous les Etats, de tous les citoyens.

FEMMES ET HOMMES D'EUROPE, EUROPEENS, REVEILLEZ-VOUS !

REPRENEZ FOI DANS VOTRE COMMUNE CIVILISATION !

RETROUVEZ L'ESPERANCE DE VOTRE PROPRE DEPASSEMENT !

TENDEZ VOS VOLONTES POUR FAIRE DE LA COMMUNAUTE ELARGIE ET TRANSFORMEE LA VOIE :

— DE VOTRE PROGRES MATERIEL  
— DE VOTRE GENEROSITE  
— DE VOTRE RAYONNEMENT  
DANS LE MONDE AU SERVICE DE LA LIBERTE, DE LA JUSTICE ET DE LA PAIX.

# Réponses au Questionnaire du Mouvement Européen

## UNION POUR LA DEMOCRATIE FRANCAISE

— L'U.D.F. souhaite que renaisse au sein des pays de la C.E.E. l'indispensable volonté politique de construire une Europe encore plus forte et plus unie tant au niveau économique que culturel et politique.

— Pour ce faire, des aménagements sont à introduire dans le fonctionnement des institutions de la Communauté en même temps que de nouvelles solidarités sont à introduire pour que l'Europe parvienne un jour à parler d'une seule voix.

— L'U.D.F. s'engage, à l'occasion de la préparation des élections de juin 84, à sensibiliser le mieux possible l'opinion publique française sur les problèmes inhérents à la relance de l'esprit communautaire. Elle s'emploiera à démontrer le caractère obligatoire de la mise en place de politiques communes en matière d'emploi, de recherche, de restructurations industrielles, d'énergie, de politique étrangère et de défense de l'Europe.

— Consciente que l'Europe doit réussir la 3ème révolution industrielle et doit saisir les chances des technologies nouvelles, elle contribuera à la mise sur pied de projets et réalisations communautaires en matière de communication tels que ceux préconisés par l'union européenne de radio-diffusion.

— Pour ce qui concerne le projet de traité d'union européenne, voté par les formations composantes de l'U.D.F. au Parlement Européen, l'U.D.F. s'engage également à aider à sa réalisation dans les plus brefs délais, tant il est vrai que ce projet ouvre les perspectives d'avenir utiles au développement de la construction européenne.

## DEMOCRATIE CHRETIENNE FRANCAISE

Héritière de Robert SCHUMAN et de Georges BIDAULT, ayant pour Président Alfred COSTE-FLORET qui rapporta à l'Assemblée Nationale le premier traité européen instituant la CECA, la DEMOCRATIE CHRETIENNE FRANCAISE se prononce résolument pour le développement de l'Europe communautaire.

Toutes les initiatives tendant à renforcer le pouvoir de décision de la Communauté Européenne vont dans le bon sens et méritent d'être encouragées. Le projet SPINELLI voté par le Parlement Européen et qui a recueilli l'unanimité des votes des démocrates chrétiens de tous les pays reçoit notre approbation entière.

La DEMOCRATIE CHRETIENNE est très favorable au développement de politiques communes dans les domaines de la sécurité des personnes, de l'emploi, de l'industrie, de la technologie, de la recherche, de l'énergie.

La culture européenne existe. Elle est diverse mais se fonde sur les valeurs communes de la démocratie, de l'humanisme et de la pensée judéo-chrétienne. La télévision est un puissant moyen de diffusion de cette culture commune. Nous sommes donc favorables à l'utilisation des moyens techniques nouveaux pour créer une chaîne européenne de télévision. La France qui a été l'initiatrice de la construction européenne se doit d'agir rapidement en ce sens.

L'Europe pour rester fidèle à elle-même doit être l'Europe du Droit, des libertés, de la justice. La DEMOCRATIE CHRETIENNE ne saurait rester indifférente aux gémissements de l'Europe asservie de l'Est.

La Communauté Européenne ne saurait rester neutre face à ce drame. Elle doit prendre parti. Les nations d'Europe — d'OUEST et d'EST — ont vocation à se rassembler pour assurer une «Communauté existentielle de destin» qui à la fois préserve leur commune culture et sauvegarde leurs libertés.

# manifeste

Nous devons préserver à tout prix la démocratie et la liberté, partout menacées dans le monde par des dictatures diverses et en Europe par la dictature soviétique.

Seule l'union des peuples libres d'Europe occidentale peut leur permettre de faire face à ce péril.

Cette union impose des efforts et des sacrifices, qui ne seront acceptés que s'ils sont équitablement partagés.

Aucun pays n'acceptera qu'une partie de sa population soit sacrifiée parce que ses conditions de production ne sont pas les meilleures.

Pour améliorer ces conditions il faut en premier lieu harmoniser les législations en matière fiscale et sociale.

Tant que les législations des pays d'Europe occidentale seront aussi discordantes en matière de fiscalité, de conditions de travail, de salaires, d'indemnisation du chômage, de sécurité sociale, d'aide à la famille etc. . . , il sera impossible d'établir une véritable Communauté.

Des négociations doivent s'engager rapidement pour parfaire cette Communauté et définir les conditions permettant d'accueillir de nouveaux membres, comme l'Espagne et le Portugal, qui font partie de droit des peuples libres de l'Europe.

De nouvelles règles doivent être fixées, tant en matière agricole qu'industrielle, pour permettre aux peuples européens de demeurer au premier rang dans la période actuelle de grandes transformations technologiques.

Si les peuples européens sont unis pour franchir cette période difficile, les sacrifices à consentir seront moins lourds, tant pour l'emploi que pour le niveau de vie.

Pour mettre en oeuvre cette politique commune, il est indispensable :

1. que le Parlement européen, élu par l'ensemble des citoyens de l'Europe libre, ait des pouvoirs accrus;

2. qu'un Secrétariat permanent soit créé auprès du Conseil européen. Ce Secrétariat étudierait tous les problèmes du point de vue européen et ferait des propositions permettant au Conseil de prendre des décisions conformes à l'intérêt commun. Ce serait le premier pas vers la constitution d'un pouvoir exécutif européen;

3. les membres du Conseil européen

(suite page 7)

# MARS A BRUXELLES

FEMMES DEMOCRATES (PPE) – 17 MARS 1984

MOUVEMENT EUROPEEN – 22, 23 ET 24 MARS 1984

Jeanne AMBROSINI

Au fil des ans, au fil des jours se succèdent les congrès internationaux.

A la veille des élections au Parlement Européen, Bruxelles était le lieu de rencontre obligé des partis et mouvements qui ont porté l'Europe sur les fonds baptismaux. Au temps où les puissants ducs de Bourgogne, alliés aux Hasbourg qui gouvernaient presque tous les territoires de civilisation chrétienne du Continent se mesuraient avec les rois de France, l'opulente cité faisait déjà figure de capitale européenne. Elle continua cette tradition et abrite aujourd'hui les instances communautaires, à la fois civiles et militaires, depuis que la France, il y a quelque vingt ans déjà, a prié l'OTAN d'aller s'installer ailleurs.

C'est dire que Bruxelles avait vocation d'accueillir, à moins d'une semaine d'intervalle, deux importants congrès européens.

Celui des Femmes démocrates a réuni plus de 1.500 participantes venues de tous les pays de l'Europe libre et non pas de la seule CEE : 85 Françaises entouraient Jacques Barrot, secrétaire général du CDS, venu assurer l'assistance de l'attachement de ce parti aux valeurs humaines que défend le PPE. Le congrès a traité des mutations technologiques qui préparent aujourd'hui le monde

de demain, en comportant des risques d'aliénation de l'être humain. Impossible de refuser le progrès scientifique. Mais ceux dont la doctrine sociale repose sur la dignité de la personne humaine ne peuvent le subir passivement et accepter la robotisation de l'homme. Il est donc impérieusement nécessaire de préserver les valeurs qui permettront de s'adapter aux nouvelles conditions de travail et de vie qui s'imposeront à nous sans que l'homme perde son identité, sa personnalité, sa spiritualité.

C'est le message que nous ont transmis tous les orateurs et nous l'avons toutes clairement entendu. Car au PPE on a, et on conserve, une «AME COMMUNE».

Le congrès du Mouvement Européen avait un tout autre caractère. Encore traumatisés par l'échec du dernier sommet des Chefs d'Etat de la CEE, venant après celui relativement récent d'Athènes, les congressistes ont regardé, avec un enthousiasme résigné, vers l'horizon de juin prochain. On espère, on veut croire, que les nouveaux représentants des peuples feront avancer la construction européenne. La bureaucratie, les égoïsmes, les nationalismes, ont été vigoureusement pris à parti. Mais peut-on honnêtement rejeter sur un seul gouvernement tous les motifs de regret, de tristesse, d'amertume, d'angoisse de voir cette Europe patauger et s'engluer alors que les SCHUMAN, les ADENAUER, les de GASPERI rêvaient d'en faire la patrie commune des peuples et des nations libres ? On accuse la crise économique qui fait se recroqueviller chacun chez soi, chacun pour soi. Mais peut-on nier que c'est en pleine expansion économique que fut torpillée la CED et que fut imposé le funeste compromis de Luxembourg, dont tout un chacun peut se réclamer pour bloquer le mécanisme communautaire ? Comme l'a rappelé Gaston THORN, Président de la Commission des Communautés Européennes, ce ne sont pas seulement les ressources financières, quelques milliards, qui ont

manqué au récent sommet de Bruxelles, c'est une volonté commune de s'élever au-dessus de certaines contingences, de s'unir face aux périls montants.

La note dominante de ce congrès n'a pas été l'optimisme. L'adoption du rapport Spinelli par l'Assemblée de Strasbourg, malgré les marches et contre-marches de la représentation socialiste française, ne va pas provoquer un décollage à la verticale des institutions communautaires. Aucun des problèmes économiques, sociaux, militaires, n'a trouvé de solution. L'Europe ne veut pas prendre conscience de sa puissance, face à ses partenaires. Il faut donc que l'opinion publique se mobilise sans tarder, que les électeurs assaillent inlassablement les candidats, puis les élus du 17 juin, et leur imposent ensemble des remèdes concrets pour l'Europe, qui se meurt de langueur.

Bien que mon appel final ne soit en rien inspiré par les discours de Messieurs Berlinguer et Spinelli et la présence de leurs nombreux amis politiques, il paraphrasera un slogan bien connu : «EUROPEENS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS».

## ASSEMBLEE GENERALE

(suite de la page 2)

Gilbert OMNES  
François PEZET  
André PICHARD  
Jean PILOT  
Jean POCHARD  
Henri QUAY  
Charles ROBIN  
Charles SAUVAJON  
Roger STASSE  
Jacques TESSIER  
Robert VASSEUR  
Paul VERNEYRAS  
Claude VITRE  
Joseph YVON

## MANIFESTE

(suite de la page 6)

pourraient prendre leurs décisions à la majorité et non plus à l'unanimité, sauf dans les cas où des intérêts d'une extrême gravité seraient en jeu;

4. le Conseil européen devrait se constituer en Conseil de défense doté d'un secrétariat particulier, pour étudier et mettre en oeuvre une politique européenne de défense;

5. le projet de Traité d'Union européenne, présenté par le député italien SPINELLI et adopté par le Parlement Européen le 14 février 1984, va dans le sens indiqué ci-dessus.

Il doit donc être ratifié et appliqué.

# INDOCHINE

La première partie de ce récit a paru dans le bulletin N° 11 de mars 1984

Jean COVILLE

ancien administrateur des Services  
Civils de l'Indochine  
ancien chef de service à l'Assemblée  
de l'Union Française

Dans un premier article j'ai tenté de décrire sommairement l'histoire de la venue des Français en Indochine et de l'oeuvre qu'ils y ont accomplie. J'ai arrêté ce récit à la veille de la seconde guerre mondiale, qui a marqué une profonde transformation des rapports de la France et de l'Indochine.

Mais pour expliquer ces événements je dois revenir en arrière. Comme je l'ai mentionné précédemment, la politique très libérale qui avait été suivie, tant au plan de l'enseignement qu'à celui de l'ouverture des administrations diverses aux Indochinois, à égalité avec les Français, en fonction des seules qualifications requises, avait conduit à une très grande inter-pénétration des diverses races coexistant en Indochine. Et ceci d'autant plus qu'aux rapports professionnels existant, tant dans la fonction publique que dans le secteur industriel ou commercial, s'ajoutaient des rapports privés très nombreux: familiaux, sociaux, sportifs, etc. . .

Néanmoins il est vrai que, malgré cette apparente harmonie, des aspirations à l'indépendance étaient apparues, notamment après la première guerre mondiale, au cours de laquelle des contingents indochinois avaient courageusement et loyalement participé à la guerre aux côtés des Français.

Pour certains, cette participation devait conduire à substituer à échéance plus ou moins proche des liens d'association aux liens de subordination existant entre la France et l'Indochine.

Pour d'autres plus radicaux, groupés dans un parti nationaliste nommé «Viet Nam quoc Dan Dang», il s'agissait plus simplement de prendre le pouvoir et de chasser les Français d'Indochine.

La première attitude, très légitime, était parfaitement comprise de la majorité des cadres du pays, tant indochinois que français, surtout par les jeunes — dont j'étais à l'époque.

Malheureusement un «Pouvoir», quel qu'il soit, n'évolue pas facilement ni rapidement, surtout quand il s'agit pour lui de perdre une partie de ses prérogatives.

Il est exact que l'évolution fut d'abord assez lente dans les années qui suivirent la première guerre mondiale, mais elles s'accéléraient sous l'impulsion d'un homme de gauche, Alexandre Varenne,

qui était Gouverneur Général quand j'arrivai en Indochine en 1927, puis de son successeur le Gouverneur Général Pierre Pasquier, dont les projets ambitieux et généreux furent malheureusement freinés par la grande crise économique de 1929, qui s'abattit sur l'Indochine comme sur le reste du Monde. Dans une telle circonstance le resserrement des liens s'imposait davantage que leur relâchement. C'est ce qui fut fait et l'Indochine sortit de la crise avant la plupart des autres pays du Monde, sous la ferme conduite d'un jeune directeur des finances, qui devait connaître ultérieurement une plus grande notoriété : André Diéthelm.

Toutefois on peut penser que cette crise n'a pas été étrangère à la progression du parti nationaliste évoquée ci-dessus. En 1930, se croyant assez fort, il déclencha au Tonkin la révolte dite de Yen Bai, qui aurait pu avoir de graves conséquences sans la vigueur des autorités responsables et notamment de leur chef, le Résident Supérieur René Robin, homme de grande intelligence et de grand caractère. Etant en service à son Cabinet, j'ai vécu ces événements dans toute leur intensité.

Le calme revenu et la crise économique surmontée, l'Indochine reprit une brillante progression, assurant à sa population un niveau de vie d'autant plus enviable qu'une administration non pléthorique ne nécessitait que des impositions dont la légèreté stupéfierait les Français de 1984.

\*

\* \*

Hélas les nuages s'amoncellent sur le Monde et la folie des hommes va produire ses résultats habituels. En Europe c'est la montée en puissance de Hitler, d'autant plus aisée qu'en face c'est à qui sera le plus lâche. En Asie le Japon, dominé par une caste militaire orgueilleuse, a envahi d'abord la Mandchourie, puis la Chine, sans susciter les réactions appropriées des 2 puissances qui dominaient encore le Monde : la France et l'Angleterre, qui auraient pu s'opposer à cette entreprise de déstabilisation avant qu'il soit trop tard.

Pourtant des avertissements furent donnés au Gouvernement français par les responsables de l'Indochine : ayant suivi le Résident Supérieur Robin au Gouvernement Général quand il fit l'intérim du

Gouverneur Général Pasquier en 1931, j'en ai été le témoin.

D'autres avertissements furent donnés sur un autre événement, qui devait avoir ensuite de grandes conséquences, à savoir l'installation à Whampoa, près de Canton, dans la Chine du Sud, par la Russie Soviétique d'un centre de formation de militants communistes, dont le rôle sera, non seulement de conquérir la Chine, ce qui est déjà un objectif ambitieux, mais de porter la lutte dans toute l'Asie du Sud-Est, pour en chasser les puissances occidentales au profit de l'Union Soviétique. Cet objectif, méthodiquement poursuivi, est en bonne voie de réalisation. C'est un exemple qui mérite d'être médité.

Parmi ces militants se trouvait un Vietnamien, dont j'ai connu le nom dès cette époque : Nguyen Ai Quoc, plus connu en France sous son nom d'emprunt : Ho Chi Minh.

Cet homme énergique réussit, malgré les efforts de la police française, à détacher une partie des militants du parti nationaliste et à constituer un parti communiste indochinois, connu sous le nom de «Dong Duong Cong San Dang», dont le rôle fut capital en 1945.

Mais nous sommes en 1938 : la guerre approche en Europe après le «lâche soulagement de Munich»; en Asie elle est déjà là et à Langson, à la frontière chinoise, où je suis en service, j'en perçois les échos.

Comme M. Khadafi aujourd'hui, les Japonais se moquent des protestations diplomatiques non suivies d'effets.

La Société des Nations et les puissances occidentales peuvent bien les menacer de foudres verbales, ils poursuivent inexorablement la conquête de la Chine.

Très habilement ils s'efforcent d'apparaître, non comme des conquérants rapaces, mais comme des libérateurs des pays dominés par l'Occident et dès que la guerre se déchaîne en Europe et que les Occidentaux y sont trop occupés pour réagir ailleurs, ils allument un premier feu du côté du Siam (appelé maintenant Thaïlande).

Sans pouvoir m'étendre trop longuement, je rappelle que lorsque les Français sont arrivés en Indochine à la fin du siècle dernier, les Vietnamiens étaient déjà en

train d'absorber le Cambodge, mais ils n'étaient pas seuls : les Siamois en faisaient autant de leur côté et avaient commencé à dépecer le Cambodge, ainsi que le Laos. Ce sont les Français qui leur firent rendre gorge et restituer au Cambodge la riche province de Battambang et au Laos 2 territoires situés sur la rive droite du Mékong, l'un au nord en face de Louang Prabang, la capitale, l'autre au Sud, en face de Paksé, capitale de l'ancien royaume de «Bassac», rattaché ensuite à celui de Louang Prabang.

On comprend mieux ainsi l'attachement des Cambodgiens et des Laotiens à la France. Mais hélas, quand en 1939 les Siamois nous attaquent avec l'appui des Japonais, nous ne sommes plus en mesure de protéger efficacement nos amis. Nous livrons combat cependant et grâce à une victoire navale, au cours de laquelle plusieurs bateaux siamois furent coulés, nous pouvons éviter le dépeçage du Cambodge, mais nous ne pouvons éviter de livrer au Siam les territoires laotiens de la rive droite du Mékong.

Etant devenu en 1938 chef de la province de Saravane au sud du Laos, je reçus la très désagréable mission de procéder à la remise aux Siamois du territoire en face de Paksé et à l'enlèvement du drapeau français : c'est un des plus pénibles souvenirs de ma carrière.

A cette défaite s'ajoutaient des pertes humaines au cours des combats : un de mes jeunes camarades, administrateur-adjoint dans la province de Paksé, y fut tué (il avait épousé peu auparavant la charmante fille d'un prince de la famille royale du Laos).

\*

\* \* \*

En Europe la drôle de guerre s'achève et la foudre va survenir. En Indochine nous ne pouvons qu'attendre, avant de subir : il est clair que, n'ayant pu résister à la modeste armée siamoise, l'armée française d'Indochine est hors d'état de résister à l'armée japonaise, aussi puissante que l'armée hitlérienne.

Quand en juin 1940 la France s'effondre, l'ultimatum japonais est instantané et nous n'avons que quelques heures pour y répondre. Le Général Catroux, Gouverneur Général, l'accepte : il ne peut rien faire d'autre.

Les Japonais s'installent donc en Indochine. Ils établissent de puissantes bases en divers points, mais généralement

dans des endroits peu habités où ils sont plus à l'aise, de telle sorte qu'on les voit peu dans le pays.

Ils sont d'ailleurs très occupés en Chine, où Tchang Kai Chek leur mène la vie dure. Leur installation en Indochine a principalement pour but, du moins au début, d'attaquer la Chine par le sud grâce à la voie ferrée construite par les Français depuis le port de Haiphong au Tonkin jusqu'à Yunnanfou, capitale de la province chinoise du Yunnan, limitrophe du Thibet (cette voie ferrée construite au début du siècle par des disciples de Gustave Eiffel comporte des ouvrages d'art d'une audace extraordinaire et unique au Monde, à la seule exception de ceux de la voie ferrée de Djibouti à Addis Abeba en Ethiopie, également construite par des Français).

Les Japonais seront plus occupés encore à partir de décembre 1941, quand leur fol orgueil les aura poussés à attaquer les Etats-Unis à Hawaï et l'Angleterre à Singapour. Certes ils auront au début des succès impressionnants et s'empareront des Philippines, de la Malaisie, de l'Indonésie et de la Birmanie. On pourra même craindre qu'ils s'emparent de l'Inde et de l'Australie, mais la réaction des Etats-Unis et de l'Angleterre est superbe et, malgré l'éloignement de leurs bases, ils réussissent d'abord à contenir l'assaut et ensuite à refouler l'ennemi.

Cette gigantesque entreprise se terminera le 15 août 1945 par la capitulation japonaise.

\*

\* \* \*

De 1940 à 1944, grâce à la fermeté de l'amiral Decoux, qui avait remplacé le Général Catroux comme Gouverneur Général, l'Indochine ne s'était pas trop mal tirée de l'épreuve de la guerre et de l'occupation. Avec la rigidité des marins, l'amiral s'arcbuta sur le texte des accords passés en 1940 par le Général Catroux et tint sans cesse aux Japonais ce langage : «Vous avez voulu des bases en Indochine pour faire la guerre d'abord à la Chine, puis aux Etats-Unis et à l'Angleterre et peut-être ensuite au monde entier; c'est votre affaire, je ne discute pas votre droit à être présents dans les bases que nous avons convenues, mais dans le reste de l'Indochine, c'est-à-dire dans les 99/100èmes du pays, c'est moi le patron et j'entends le rester».

Cette position fut admirablement com-

prise par l'ensemble de la population française et indochinoise. Jamais la solidarité de tous ne fut plus complète face à l'occupant, qui était le même pour tous.

Et chose étonnante elle fut acceptée aussi par les Japonais, qui y trouvaient leur avantage, c'est-à-dire la tranquillité sur leurs arrières, utile à leur effort de guerre.

Mais c'était un équilibre fragile. Certes les Japonais comprenaient que nous ne souhaitions pas leur victoire, mais il ne fallait pas nous réjouir trop bruyamment à chacune de leurs défaites. Et surtout il ne fallait pas les inciter à penser que nous pourrions les attaquer dans le dos quand Américains et Anglais approcheraient de l'Indochine.

C'est ce que l'amiral Decoux s'efforça — en vain — de faire comprendre au Gouvernement français, dont l'objectif était d'empêcher que l'Indochine soit libérée par les seuls anglo-américains.

C'est ce mesquin et funeste point de vue qui détruisit le fragile équilibre permettant le maintien de la souveraineté française en Indochine. Des réseaux de résistants furent constitués, des parachutages d'armes furent opérés, dont bien entendu les Japonais furent informés et soudainement, le 9 mars 1945, ils passèrent à l'attaque et, malgré un baroud d'honneur qui coûta cher en vies humaines, c'en fut fait de la souveraineté française et ceux qui n'avaient pas été tués se retrouvèrent prisonniers.

Ce fut mon cas et celui de ma famille.

Ainsi une faute majeure avait produit un désastreux résultat. D'autres fautes majeures allaient suivre et produire des résultats encore plus désastreux.

La première fut commise avant même que l'amiral Thierry d'Argenlieu, nommé Haut Commissaire de France en Indochine, ait rejoint son poste. Se trouvant à Calcutta, en Inde, il adressa à la population indochinoise un scandaleux message, dans lequel il disait notamment : «vous avez auprès de vous de mauvais Français; attendez encore un peu : d'autres Français vont arriver».

Que le lecteur ne croie pas à une déformation malveillante ! Ces propos stupéfiants, je les ai entendus !

Ils produisirent l'effet exactement contraire à celui qui était sans doute attendu : la population, consciente d'avoir subi une dure épreuve, au coude à coude

(suite page 10)

avec les Français qui étaient près d'elle, n'accorda aucune confiance à ceux qui arrivaient avec de tels sentiments.

Et pourtant cet amiral en aurait eu bien besoin. Qu'on en juge ! Quand il arriva vers la fin de 1945, la situation avait bien changé depuis le 9 mars, date à laquelle l'administration française avait cessé d'exister.

D'abord une absence de pouvoir s'était produite, au cours de laquelle toutes sortes d'exactions et de crimes avaient été commis, comme il s'en produirait dans toute société dans la même situation. Finalement c'est l'armée japonaise qui avait dû assurer l'ordre, ce qui ne lui plaisait guère, car elle avait autre chose à faire. Elle s'en remit donc à un pouvoir de fait, celui des communistes de Ho Chi Minh, trop heureux de profiter de l'aubaine.

Quand l'Amiral Thierry d'Argenlieu arriva, les communistes étaient déjà bien implantés et des communes populaires étaient déjà constituées. Mais il ne faudrait pas croire pour autant que le pouvoir leur était assuré. Bien au contraire. Les nationalistes modérés, amis de la France, étaient bien plus nombreux et influents que les communistes. Il aurait été très aisé de les faire triompher, à condition d'établir immédiatement un nouveau type de rapports entre la France et l'Indochine, chacun des Etats «protégés» : Vietnam, Cambodge et Laos devenant indépendant, associé à la France.

Nous avions la chance d'avoir à la tête de ces Etats des souverains jeunes, dynamiques et très francophiles: Bao Dai au Vietnam, Sihanouk au Cambodge et surtout Savang le roi du Laos, que j'ai le mieux connu, homme très remarquable, licencié en lettres et en droit de l'Université de Paris et qui aurait pu être un appui inestimable pour une politique d'entente avec la France.

Croyez-vous que c'est à ces hommes que nous nous sommes adressés ? Pas du tout, nous avons donné la préférence à Ho Chi Minh, qui était l'allié des Soviétiques et voulait chasser la France de l'Indochine au profit de l'U.R.S.S.

On ne peut qu'être stupéfait et scandalisé d'une telle aberration et on est conduit à penser à la maxime du poète latin: «Quos vult perdere Jupiter dementat»: «Jupiter rend fous ceux qu'il veut perdre».

\*  
\* \*

Je voudrais éviter d'être trop dur avec les hommes qui avaient eu la charge écrasante de conduire la guerre mondiale et l'avaient menée à bonne fin avec grand mérite. Et pourtant comment ne pas dénoncer avec force l'aveuglement et la lâcheté avec lesquels ils ont conclu la paix, en assurant la domination des Soviétiques sur des populations entières, en Europe comme en Asie !

En 1945 chacun savait en Occident que Staline était un abominable tyran, aussi détestable que Hitler. Les Occidentaux avaient donc le devoir absolu de l'empêcher de soumettre à sa merci les peuples de l'Asie du Sud-Est, comme ceux de l'Europe centrale et orientale et ils en avaient les moyens, c'est-à-dire la force, mais ils ne l'ont pas employée. Tout au contraire, en Indochine ils ont favorisé la victoire de Moscou par l'intermédiaire d'Ho Chi Minh. Nous devons regarder en face ce scandale et nous dire que les malheureux «boat people» qui meurent aujourd'hui dans de petits bateaux sont les innocentes victimes de nos propres fautes.

Révoons un peu. Supposons que les Américains, abandonnant un moment leurs préventions à l'égard des «colonialistes», nous aient apporté en 1945 en Indochine le même soutien qu'ils ont apporté en 1950 à la Corée du Sud pour lui éviter d'être communisée. Supposons que de Gaulle, oubliant son orgueil et son hostilité à l'égard des Américains, ait accepté de rencontrer Franklin Roosevelt à Alger au retour de Yalta : nous savons aujourd'hui par un document irréfutable publié par le Gouverneur Général Georges Gautier, dans son livre «La fin de l'Indochine française», que les Américains étaient prêts à accepter qu'un mandat international de 10 à 15 ans soit confié à la France pour lui permettre de régler le problème de ses colonies du sud-est asiatique. C'était plus de temps qu'il n'en fallait : le Vietnam, le Cambodge et le Laos seraient aujourd'hui des pays libres, associés aux Occidentaux en général et à la France en particulier.

Des millions de vies humaines auraient été épargnées dans ces 3 pays, qui ne seraient pas assujettis à un régime inhumain.

Bien entendu le même raisonnement vaudrait pour l'Europe, où les Occidentaux pouvaient parfaitement, s'ils l'avaient voulu, s'opposer au besoin par la force, à la violation des accords de Yalta,

qui avaient prévu que des élections libres détermineraient le régime des pays d'Europe centrale et orientale, lesquels si elles avaient eu lieu ne seraient pas aujourd'hui courbés sous le joug des Soviétiques.

Quelle honte pour nous de les avoir laissés sans secours et quelle honte aujourd'hui encore de laisser sans secours tous ceux qui se battent pour leur liberté au Cambodge, en Afghanistan, en Angola, en Erythrée etc ...

Ce n'est pas seulement une politique honteuse, c'est une politique stupide, car les maquisards de tous ces pays se battent pour nous, en même temps que pour eux et nous aurions le plus grand intérêt à les aider au maximum.

Le jour où la pieuvre communiste aura avalé le sud-est asiatique, le Moyen-Orient et l'Afrique, l'absorption du petit cap de l'Asie qu'est l'Europe occidentale ne tardera guère et il sera trop tard pour réagir.

Les «boat people» partiront de nos côtes pour quelque temps encore et ensuite, comme en Pologne, chacun tentera de s'accommoder de l'esclavage.

Bien sûr il reste un espoir que ce désastre ne survienne pas. Mais l'espoir se mérite, il est le fruit du courage et de la force d'âme : il appartient sûrement aux anciens du M.R.P. de contribuer à la renaissance de telles qualités./.

## NOTES DE LECTURE

*(suite de la page 11)*

Derrière l'homme d'action infatigable se cache l'écrivain au style incisif et imagé, observateur aigu, riche en formules-choc qui laisse de nombreux écrits, fondements d'une théologie de la charité moderne «à géométrie variable» et d'ampleur universelle, jusqu'aux extrémités de la Terre.

A sa mort, c'est notre ami Robert Prigent (1977-1983), ministre de la Santé en 1946, qui accepta au pied levé de prendre la lourde succession du président-fondateur du «Secours catholique» et auquel succéda à son tour André Aumônier depuis le 1er juin 1983

Georges VERPRAET

## LE TESTAMENT D'UN BERBERE<sup>1</sup> JEAN RODHAIN

par Augustin IBA ZIZEN

Quelques années avant son décès, notre ami Augustin IBA ZIZEN publiait ses mémoires dans un très beau livre intitulé «Le Pont de Bereq'Mouch»<sup>2</sup>. Ce pont est celui qu'il lui fallait franchir pour aller de son village natal au premier village français, Fort National. Ce franchissement, c'est tout le symbole de la vie d'IBA ZIZEN, «un bond de mille ans», écrit-il. Nous espérons que ceux de nos amis qui ne l'ont pas lu voudront bien se le procurer. C'est l'histoire d'un jeune berbère qui, à force de courage, parvient à se faire une brillante carrière d'avocat, après de solides études à Paris et une courageuse guerre en 1914, en qualité d'officier français.

C'est pendant son séjour parisien qu'il fut baptisé en la fête de Saint Augustin, le saint berbère dont il prit le nom, en l'église de Montrouge, le 28 Août 1920. Dans «Le testament d'un Berbère», les pages les plus émouvantes sont bien, à mes yeux, celles qui retracent les étapes de sa conversion, commencées, dès son enfance dans son village Kabyle, auprès d'un homme de sa race qui devait se faire moine et devenir le Père Rouani, et comme sous la protection de Sainte Thérèse de Lisieux.

La suite des mémoires nous conte ses engagements politiques depuis, en Algérie, le P.S.F. du Colonel de La Rocque, pour lequel il conservera un profond attachement, jusqu'au M.R.P. dont il fut l'un des actifs représentants à l'Assemblée de l'Union Française. Après la dissolution de cette Assemblée, il entra, comme conseiller, au Conseil d'Etat, où il joua un rôle de premier plan.

Les cruels événements d'Algérie le frappèrent évidemment plus que quiconque, étant donné son attachement à la terre de ses pères. Ses dernières joies il les cueillit en Anjou où il avait trouvé comme une nouvelle patrie. Il faut rappeler — il le raconte — que c'est à lui et à la munificence d'une famille de Cunault qu'est due l'installation dans le clocher de la belle abbaye de ce pays des cloches arrachées à la Cathédrale de Constantine transformée en mosquée.

Deux magnifiques livres que nos amis auront profit et plaisir à lire.

Jean LETOURNEAU

par Jean COLSON et Charles KLEIN

(Ed. S.O.S.)

Ce Vosgien au patriotisme passionné et intransigeant, né avec le siècle (1900-1977) à Remiremont, oeil vif pétillant d'idées, organisateur et réalisateur extraordinaire, dissimulant sa timidité derrière un humour froid et un abord secret, fut avant tout un combattant de la charité, un serviteur des pauvres, un maître d'oeuvres incomparable.

Jean Colson et Charles Klein racontent — en deux gros tomes (300 et 432 pages denses, illustrées de nombreuses photos et dessins) — l'existence féconde du dynamique fondateur en 1946 du «Secours catholique» qui rendit l'âme au matin du 2 février 1977, en écrivant, à l'heure de sa mort, de sa main malhabile son dernier «Je vous salue Marie». Ils brossent un portrait fidèle de ce grand animateur de l'action charitable dans l'Eglise et donnent un aperçu documenté du rayonnement mondial de Mgr Rodhain qui participa à «Vatican II» et qui fut à l'origine de «Caritas Internationalis».

Qui ne se souvient de ses campagnes d'années, de ses opérations-choc, de la construction de ses quatre «Cités-secours», de ses actions d'urgence, notamment après le raz-de-marée sur les côtes de Hollande (1953) ou pour dresser porte d'Orléans sa cité-secours sous toile dans le sillage de la campagne de l'Abbé Pierre pour les Sans-Logis (1er février 1954) !

Dans la débâcle de 1940, prisonnier à l'hôpital d'Avallon, Jean Rodhain s'évade dans une voiture militaire sur laquelle il inscrit en lettres capitales : «Aumônerie générale des prisonniers de guerre». Trois ans durant, il tient à bout de bras cette aumônerie miliaire qui fonctionne certes mais qui n'existe pas. Noël 1942 : il obtient d'Otto Abetz lui-même l'autorisation de se rendre à Koenigsberg. 1943 : l'Aumônerie des déportés est créée discrètement dans l'ombre de celle des premiers prisonniers libérés. En août 1944, aux côtés du général Leclerc, il sillonne Paris libéré. Premiers SOS, premiers «Messages», mensuel qui bat aujourd'hui des records de tirage et qui publie régulièrement des «cas» concrets de détresse à soulager, immédiatement.

A l'été 1946, sur les bords du Gave, à Lourdes, il réunit l'inoubliable pèlerinage des prisonniers et déportés de retour des camps.

(suite page 10)

## ACCEPTERONS-NOUS DE PERDRE NOTRE LANGUE ?

Les «laïques» affirment sans rire que la seule école libre et pluraliste est l'école publique;

Les mêmes, ou à peu près, affirment toujours sans rire que le seul syndicat libre et pluraliste est la C.G.T.

Et enfin les mêmes assurent, encore sans rire, que le seul parti libre et pluraliste est le parti communiste.

Il est vrai que pour eux le français ne dérive plus du latin, mais d'un idiome de Moscou.

M.M. Jospin et consorts devront sans doute se rendre quelque temps dans la capitale soviétique, afin de progresser dans la connaissance d'une langue, à laquelle sont accoutumés leurs alliés dans la majorité et au gouvernement. Langue, dans laquelle chaque mot peut signifier son contraire, suivant les circonstances du moment et l'intérêt du Parti.

C'est ainsi que paix peut signifier guerre, république dictature, démocratie tyrannie, liberté esclavage, pluralisme monopole etc. . .

Mais notre langue que devient-elle ?  
Accepterons-nous de la perdre ?

## LES ASSASSINS DE KHADAFI A L'OEUVRE

Des assassins embusqués dans l'Ambassade de Lybie à Londres, ou ce qui en tient lieu, ont tiré sur la foule et tué une femme des services de police britanniques. Il n'y a pas lieu de s'en étonner. Khadafi et Khomeini, son homologue en Iran, sont des barbares, qui n'ont pas la moindre idée des droits de l'homme et méprisent les principes de la civilisation judéo-chrétienne.

Ce qui est surprenant et même stupéfiant c'est le manque de réactions de la Communauté européenne : c'était une belle occasion pour elle de manifester son unité quand il s'agit des principes même qui la fondent.

Bien entendu il aurait fallu, non pas des condamnations verbales, dont M. Khadafi se moque éperdument, mais des représailles, qui auraient été tout à fait à la portée des 10 pays de la Communauté, sans qu'il soit besoin de faire référence à Pizarre, à Fernand Cortez et autres «conquistadores» du passé.

Au surplus de telles représailles auraient été de nature à remonter le moral de nos troupes engagées au Tchad, dans des conditions climatiques et autres très rudes, contre les troupes du même Khadafi.

(1) Editions Albatros 21, rue Cassette Paris VIe

(2) La Table Ronde, en vente aux Editions Albatros

# LISTE D'UNION POUR L'EUROPE ET LA DEFENSE DES LIBERTES

- 1 – Simone VEIL
- 2 – Bernard PONS
- 3 – Jean LECANUET
- 4 – Christian de la MALENE
- 5 – Michel PONIATOWSKI
- 6 – Alain JUPPE
- 7 – Pierre PFLIMLIN
- 8 – Philippe MALAUD
- 9 – André ROSSI
- 10 – Nicole CHOURAQUI
- 11 – Georges DONNEZ
- 12 – Alain CARIGNON
- 13 – Jean-François DENIAU
- 14 – André FANTON
- 15 – Dominique BAUDIS
- 16 – Jean-Pierre ROUX
- 17 – Roger CHINAUD
- 18 – Alfred COSTE-FLORET
- 19 – Nicole FONTAINE
- 20 – Gaston FLOSSE
- 21 – Yves GALLAND
- 22 – Jean-François MANCEL
- 23 – Robert HERSANT
- 24 – Anne-Marie DUPUY
- 25 – Claude WOLFF
- 26 – Jean MOUCHEL
- 27 – Pierre BERNARD-REYMOND
- 28 – Jacques VERNIER
- 29 – Christiane SCRIVENER
- 30 – Denis BAUDOIN
- 31 – Jean-Thomas NORDMANN
- 32 – Jean-Claude PASTY
- 33 – Gérard LONGUET
- 34 – Madeleine ANGLADE
- 35 – Jacques MALLET
- 36 – Guy GUERMEUR
- 37 – Michel DEBATISSE
- 38 – Jacqueline THOME-PATENOTRE
- 39 – Simone MARTIN
- 40 – François MUSSO
- 41 – Jean-Pierre ABELIN
- 42 – Alain MARLEIX
- 43 – Hervé de CHARETTE
- 44 – Pierre LATAILLADE
- 45 – Jean-Marie VANLERENBERGHE
- 46 – Roger GAUTHIER

- 47 – Roland BLUM
- 48 – Paulin BRUNE
- 49 – Robert DELOROZOY
- 50 – Jean-Pierre CASSABEL
- 51 – André FOURÇANS
- 52 – Raymond TOURRAIN
- 53 – Charles BAUR
- 54 – Hubert BUCHOU
- 55 – Roger PARTRAT
- 56 – Roger VERNAUDON
- 57 – Gérard BENHAMOU
- 58 – Christiane PAPON
- 59 – Stéphane DERMAUX
- 60 – Dominique PERBEN
- 61 – Georges de BREMOND d'ARS
- 62 – Jean-Paul HUGOT
- 63 – Monique BADENES
- 64 – Patrick DEVEDJIAN
- 65 – Robert BATAILLY
- 66 – Jacqueline GRAND
- 67 – Jean-Pierre RAFFARIN
- 68 – Désiré DEBAVELAERE
- 69 – Pierre LETAMENDIA
- 70 – Aristide PAYET
- 71 – Jean-Pierre BEBEAR
- 72 – Daniel LABORDE
- 73 – Raymond LEISSNER
- 74 – Bernard LEMOUX
- 75 – Hubert GRIMAUD
- 76 – Marie-Antoinette ISNARD
- 77 – Nicole BERTROU
- 78 – Jacques SOURDILLE
- 79 – Hugues SIRVEN-VIENOT
- 80 – François HARDY
- 81 – Denis BANSSILLON

AUJOURD'HUI PLUS QUE JAMAIS AVEC

**SOLIDARNOŚĆ**

## AMIS DÉCÉDÉS

Léon COUSTON, Paris  
fils de Paul COUSTON, ancien député  
du Vaucluse

Albert LECRIVAIN-SERVOZ, Drancy  
ancien député du Rhône

Paul VIARD, Paris  
ancien député d'Alger

## JEUX OLYMPIQUES

Les Soviétiques ont décidé de ne pas se rendre aux jeux Olympiques de Los Angeles. Les commentateurs déplorent ce refus avec raison et rappellent que lorsque les Jeux Olympiques débutèrent en Grèce, leurs initiateurs réussirent à faire adopter que les guerres devraient s'arrêter pendant la durée des Jeux pour qu'ils puissent se tenir dans la paix. Bel exemple de civilisation !

Malheureusement il y a une grande différence entre cette époque et la nôtre : les cités grecques avaient certes des conflits et se faisaient parfois la guerre, mais elles avaient la même conception de l'homme et des valeurs essentielles.

Ce sont celles que l'Occident a précieusement conservées, mais que les Soviétiques ont rejetées.

Le vrai scandale aujourd'hui n'est pas l'absence des Soviétiques à des jeux sportifs, c'est l'existence d'un «rideau de fer», de l'autre côté duquel les droits de l'homme n'existent plus. Sakharov en sait quelque chose !

## UN DIVORCE

Il y a longtemps qu'on sait que de très nombreux parents, d'opinions politiques ou religieuses diverses, n'apprécient pas les «réformes éducatives» de l'actuelle majorité.

Un fait nouveau va sans doute aggraver ce divorce. Une brochure éditée par le Ministère de la Jeunesse et des Sports, avec la collaboration du Ministère de la Santé et de celui des droits de la femme, est actuellement diffusée très largement dans les écoles publiques aux adolescents «qui sont priés de ne pas en informer leurs parents».

Cette brochure donne des renseignements pratiques d'érotisme et invite à l'avortement, ce qui est déjà une étrange «éducation». Mais, ce qui est bien pire, elle recommande des livres dans lesquels des perversions sexuelles de toutes natures sont légitimées et exaltées.

Dans un tel cas il est permis de penser que la limite du tolérable est largement dépassée et que les partisans de l'école publique ne devront pas s'étonner si de nombreux parents d'enfants fréquentant cette école rejoignent les partisans de l'école privée.